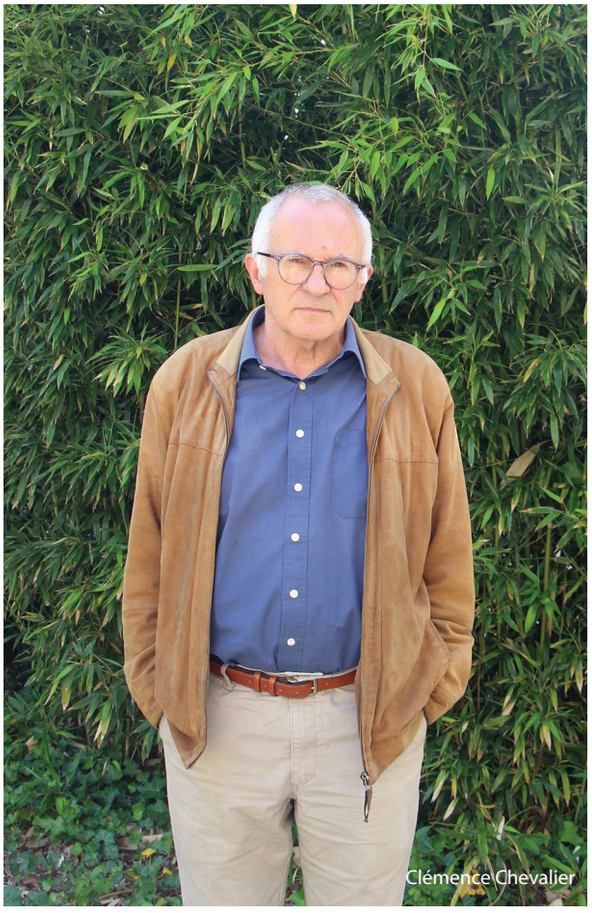
Citoyennetés


Clémence Chevalier

François Dubet,
professeur émérite de sociologie,
université de Bordeaux, directeur d'études EHESS,
centre Emile Durkheim, CADIS
propos recueillis par
Clémence Chevalier, Fédération des Aroéven

Est-ce que vous pouvez tout d'abord nous faire part de votre diagnostic sur la citoyenneté, en France ?

La citoyenneté est un ensemble de droits politiques. On est citoyen quand on participe aux affaires publiques, c'est-à-dire quand on vote, pour dire les choses très simplement. De ce point de vue là, la France est un pays dans lequel la citoyenneté n'est pas menacée à court terme. Je voudrais résister au climat un peu catastrophique actuel, même si cette citoyenneté, au sens étroit du terme, est ces temps-ci un peu plus difficile pour bien des raisons. D'abord, c'est un indicateur comme un autre, mais la participation politique reste assez faible. A l'exception de l'élection présidentielle, les citoyens ne se sentent pas pleinement citoyens dans le sens où ils ne veulent pas participer aux affaires publiques par le vote. D'une autre manière, on a le sentiment qu'ils votent plutôt contre et qu'il existe un climat de défiance à l'égard des gouvernants. Grosso modo, depuis une vingtaine d'années, le vote sanctionne la majorité en place pour la remplacer par une nouvelle majorité que l'on chassera le coup d'après. Le troisième symptôme de défiance, qui n'est pas la manifestation d'une non-citoyenneté, est le vote antisystème. Ces phénomènes ne sont pas seulement français. Aujourd'hui, la maire de Rome vient d'un parti *«anti tout»*. En France, la moitié des gens votent et la moitié d'entre eux votent contre le système, guidés par du ressentiment plutôt que par le soutien à des projets politiques.
Je ne pense pas que la citoyenneté comme droit d'accès aux affaires publiques soit menacée, mais la citoyenneté comme confiance et intérêt pour les affaires publiques l'est de toute évidence. En même temps, il ne faut pas être complètement négatif. La vie associative reste extrêmement dense dans ce pays. La vie locale reste, de mon point de vue, assez fortement démocratique. Les gens s'intéressent, connaissent leur maire, votent pour leurs élus locaux. Et puis, face aux attentats, il y a eu des réactions citoyennes ; les citoyens ont manifesté massivement leur attachement à la démocratie.

Votre diagnostic est malgré tout nuancé ?

Mon sentiment, c'est que la France est en train de vivre ce qu'a vécu l'Italie, il y a déjà maintenant vingt-cinq/trente ans : la longue décomposition d'un système de représentation politique. Je rappelle que l'Italie était gérée par deux partis, le Parti communiste qui s'occupait des villes et des provinces, pour dire les choses simplement, et la Démocratie chrétienne qui s'occupait de l'Etat. On peut faire beaucoup de reproches à la Démocratie chrétienne, ce n'est pas là la question, mais depuis que ce système s'est effondré, trente ans plus tard il ne s'est pas reconstitué. Les droites balancent entre le libéralisme et le populisme. Aujourd'hui, la gauche ne sait pas trop où elle en est entre le centre gauche et la gauche de la gauche, en France, mais aussi en Espagne et en Grande Bretagne. Ce qui en rajoute à la crise, c'est aussi le sentiment de l'impuissance des états. Or la démocratie est difficile parce qu'il faut, à la fois, que le peuple soit représenté, mais aussi que le gouvernement agisse. Le peuple a le sentiment de ne plus être représenté et le gouvernement donne l'impression de ne pas être capable d'agir. C'est dangereux parce que se développent des appels au chef et à l'autorité contre les

élites tenues comme incapables et vaguement corrompues. Mais la citoyenneté n'est pas seulement le droit de participer aux affaires et de choisir les dirigeants ; elle repose aussi sur une dimension plus symbolique, sur un sentiment d'appartenance à la même société. Ici, de mon point de vue, on peut être plus inquiet ! Evidement ce sentiment d'appartenance à la même société existe, les manifestations au lendemain des attentats le montrent. Cela peut paraître ridicule, mais cela ne l'est pas tant que ça ; on est derrière l'équipe de France de foot parce qu'elle est l'équipe de France, et mieux vaut le foot que des guerres pour se sentir patriote ! Mais on voit bien que, au-delà de ces signes, se déploie une véritable crise du sentiment d'appartenance.

Comment caractériseriez-vous cette crise ?

Elle est liée à trois facteurs qui sont lourds. Le premier, probablement le plus puissant, c'est ce que l'on appelle la mondialisation économique. D'une certaine façon, la citoyenneté se formait jadis dans une société dans laquelle les individus avaient le sentiment, en dépit des conflits de classes, d'appartenir au même système. On vivait dans l'économie française, produisant français et consommant français pour l'essentiel. De fait, les citoyens croyaient vivre dans une sorte de ruche dans laquelle toutes les abeilles participent. Évidemment, il y avait des abeilles très grosses et des abeilles très petites, mais c'était la même ruche. Ce sentiment disparaît avec la mondialisation parce que si vous travaillez à Airbus vous êtes dans un autre monde économique que si vous travaillez dans une petite entreprise, que si vous êtes paysan et cela défait le sentiment de solidarité comme interdépendance.

Le deuxième élément, c'est que le citoyen se sentait d'autant plus membre de la même collectivité que le gouvernement français avait la capacité de gouverner l'économie par le contrôle de la monnaie et des frontières. On est sorti de cette période colbertiste et gaulliste-communiste, celle de la France souveraine. Je dis gaulliste-communiste, car elle était commune à de Gaulle et au Parti communiste, défenseurs de l'économie nationale et du rôle de l'État. Pour eux, l'État devait être entièrement souverain. Or l'État est moins souverain aujourd'hui et ne dépend de l'Europe que pour moins dépendre des marchés financiers.

Le troisième élément, le plus visible, est l'imaginaire d'une homogénéité culturelle nationale. L'histoire de France, c'était une culture nationale qui fait que les Occitans deviennent des Français, que les Bretons deviennent des Français, que les Juifs deviennent des Français. Cela ne s'est pas passé aussi simplement que le disent les manuels d'histoire, mais enfin l'idée que la société reposait sur une sorte de culture nationale partagée allait de soi. On ne comprend pas la loi de 1905 sans cet arrière plan. En 1905, on sépare l'Église et l'État dans une société où certains Français vont à la messe, certains Français n'y vont pas, mais où presque tous sont catholiques. Presque tous sont baptisés, presque tous se marient à l'église, presque tous sont enterrés sous des croix, qu'ils soient athées ou pas leurs enfants s'appellent Pierre, Paul, Marie, Jeanne. Autrement dit, il y avait une sorte d'imaginaire commun avec des clivages idéologiques, mais au sein de ce même imaginaire. Les juifs et les protestants ont soutenu cette loi de séparation des églises et de l'État qui les protégeait de la puissance cléricale. Ce monde là a largement disparu. Désormais, on sait que nous vivons dans des sociétés nationales et pluriculturelles alors que l'on avait toujours pensé que l'on allait vivre dans des sociétés nationales mono-culturelles et nous pensions que c'était le sens de l'histoire et le progrès.

Au cœur de ce système, c'est-à-dire les droits plus la Nation, il y avait l'Ecole. L'Ecole, c'était l'Église de la République. La République a mobilisé l'Ecole pour *«fabriquer»* des citoyens français, de la même manière que l'Église *«fabriquait»* des croyants. C'est pour cela d'ailleurs que l'on a séparé les deux mondes, qui fonctionnaient de manière assez parallèle. Les instituteurs ayant une grande autorité, comme le curé, travaillaient dans une école sanctuarisée, une école séparant les sexes, une école ne mélangeant pas tellement les classes sociales, comme à l'église.

Les élèves, les jeunes sont devenus des usagers ?

Les parents aiment l'égalité, mais ils disent *«moi je préfère que mes enfants aient une bonne école, or l'école de mon quartier n'étant pas bonne, je n'y vais pas»*.

Les élèves ont toujours été des usagers de l'Ecole. Dès l'adolescence, on va à l'école parce qu'on pense que c'est utile et aussi parce qu'on y est obligé. Mais il y avait autour de l'école laïque un ensemble de mouvements, il y avait les Œuvres laïques, les Francs-Camarades, l'Aroéven… Autour de l'Eglise, il y avait les scouts, la Jeunesse ouvrière catholique, la Jeunesse agricole catholique... Tout cela a largement disparu et ces mouvements sont plutôt devenus des prestataires de services et des auxiliaires des politiques publiques. Aujourd'hui, on peut avoir le sentiment que ce qui faisait l'unité de la vie des citoyens est devenu extrêmement fragile. Sur ce point, des armées d'intellectuels et de journalistes en rajoutent : *«Tout fout le camp !», «C'était mieux avant»*. On voit d'ailleurs que les campagnes électorales se jouent de plus en plus sur le thème de l'identité : qui est français, qui n'est pas français ? Là, il y a une vraie crise de la citoyenneté, non pas en terme de mécanisme de participation, avec déjà des difficultés, mais en terme d'imaginaire, de ce que Dominique Schnapper appelait la *«communauté des citoyens»*. D'une certaine façon, on s'aperçoit que le double fondement de la citoyenneté, c'est-à-dire l'adhésion à un système politique démocratique plus le sentiment d'appartenance à une communauté paraissent

fragilisés, surtout le second. En même temps, on n'est pas forcément menacé par le totalitarisme, parce qu'il existe aujourd'hui une sorte d'hyper-démocratie. C'est une démocratie d'opinion incontrôlée et désordonnée dans laquelle les individus expriment leurs opinions tous les matins sur Internet, les télés disent absolument tout et son contraire à une heure d'intervalle parce que ça bouge, parce que ça change etc.

Ce désengagement conduit-il, selon vous, à un abaissement des valeurs ?

C'est très compliqué parce que je ne suis pas certain qu'il y ait une perte des valeurs communes. Quand on fait des enquêtes d'opinion, les gens disent *«je crois en la Liberté, en l'Egalité, en la Fraternité, en la Nation»*. Il y a moins une perte des valeurs communes qu'un affaiblissement des liens. Je vais prendre l'exemple du Front national. Aujourd'hui, il surfe complètement sur les valeurs communes et s'éloigne des valeurs traditionnelles de l'extrême droite, ce qui ne le rend pas moins dangereux. C'est un parti d'extrême droite, mais ce n'est pas un parti qui dit *«je suis contre la République, je suis contre la démocratie, je suis pour le roi de France»*. Quand vous faite des enquêtes, les gens sont très favorables à l'égalité, à 90% etc. Le problème, c'est plutôt de savoir pourquoi l'on n'a plus confiance dans les mécanismes capables de réaliser ces valeurs. Si on prend le cas de l'Ecole, les gens voudraient une école égalitaire, mais n'empêche que ce qu'ils choisissent de fait, c'est d'abord l'intérêt de leur enfant. Les parents aiment l'égalité, mais ils disent *«moi je préfère que mes enfants aient une bonne école, or l'école de mon quartier n'étant pas bonne, je n'y vais pas»*. Ce n'est pas exactement le refus des valeurs communes, c'est la perte de confiance dans l'institution.

Dans la devise républicaine, il est question d'égalité, mais n'est-ce pas l'équité qui serait recherchée ?

Par rapport à l'égalité, l'équité n'est pas seulement un changement de vocabulaire, c'est une mutation profonde. Durant un siècle, parce que c'était le mouvement ouvrier, le socialisme, le catholicisme social, toutes ces forces là, la justice sociale a été pensée comme la réduction des inégalités entre les positions sociales. L'expérience des guerres aussi a joué un rôle essentiel : les saignées de la guerre créent un sentiment de solidarité sociale. Dans ce modèle là, l'égalité visée était l'égalité sociale. Le rêve d'égalité était la réduction des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres. C'était ça le grand projet progressiste. D'ailleurs, à l'école républicaine chacun était à sa place. Les filles dans les écoles de filles, les garçons dans les écoles de garçons, les ouvriers dans les écoles d'ouvriers, les bourgeois dans les écoles de bourgeois. Mais comme tous allaient à l'école, c'était ça l'égalité républicaine, c'est-à-dire la réduction des inégalités entre les positions sociales bien plus que la mobilité sociale et l'égalité des chances. Les femmes vivront mieux que leurs mères, mais elles resteront à la place des femmes. C'était un modèle qui voulait réduire les inégalités, mais pas changer l'ordre social. On améliore la condition ouvrière mais on ne rêve pas que les enfants des ouvriers deviennent cadres, sauf s'ils sont exceptionnellement *«doués»* et *«méritants»*.

Depuis une vingtaine d'années, on a basculé vers un autre modèle de justice : l'égalité des chances. L'égalité des chances consiste à dire, chacun bénéficiera de la même chance que les autres afin d'atteindre toutes les positions sociales inégales. L'Ecole ne dit plus on va te donner une bonne éducation qui te permettra d'occuper la position sociale qui t'est allouée, mais elle dit : *«si tu travailles bien tu monteras, si tu ne travailles pas tu seras mis sur le côté»*. Ce modèle est complètement installé. Je vais prendre un autre exemple : jusqu'il y a vingt ans en France, le mot discrimination n'apparaît pratiquement pas, Dieu sait pourtant si on discriminait ! On discriminait les femmes, on discriminait les immigrés, on discriminait les minorités, mais, dans le modèle de l'égalité des positions, les discriminations n'apparaissent pas tellement. Avec l'équité et l'égalité des chances, chacun a légitimement le droit de prétendre accéder à toutes les positions sociales, mais évidement l'équité est un modèle de production d'inégalités *«justes»* et pas un modèle de réduction des inégalités sociales entre les positions. Au fond, c'est un modèle qui dit *«si tu mérites d'être sauvé, tu seras sauvé, mais si tu ne mérites pas, tu ne seras pas sauvé»*. D'ailleurs vous remarquerez que lorsqu'on dénonce des discriminations, on les dénonce toujours pour les élites *«pas assez de femmes au Parlement, pas assez de femmes au CAC 40, pas assez d'enfants d'immigrés à l'ENA…»* et c'est vrai, mais les caissières de supermarché tout le monde s'en moque, or elles sont nettement plus nombreuses que les députés si je peux me permettre, mais elles n'avaient qu'a bien travailler à l'école ! Quand à la surreprésentation des migrants et de leurs enfants dans les emplois les plus pénibles, elle ne scandalise guère !

L'Ecole républicaine… qu'en dire aujourd'hui ?

Elle promettait une promotion sociale à quelques enfants *«doués et méritants»* issus des classes populaires. Aux autres, elle promettait une forme de dignité culturelle et de citoyenneté. Avec l'égalité des chances, la promesse a changé et ces deux modèles sont un peu contradictoires. Si vous prenez l'histoire des enfants d'immigrés, vous pourriez leur dire *«bon écoutez, vous n'avez pas fait de bonnes études dans l'ensemble, vous êtes dans des quartiers compliqués, la promesse que l'on vous fait, c'est que vous aurez des travails plus intéressants, mieux payés et que votre quartier sera plus vivable»*. On leur dit en réalité *«si vous le méritez, vous pouvez en sortir»* et quand ils le méritent, ils constatent qu'ils peuvent en sortir, mais quand ils ne le méritent pas, ils sont très énervés. Mais ce n'est pas la même promesse et la promesse de l'égalité des chances n'est pas une promesse de solidarité, c'est une promesse *«d'inégalités justes»* dénonçant les discriminations plus que les inégalités sociales. La contradiction scolaire française, elle est là ! C'est l'école d'une compétition équitable qui de-

vrait produire des inégalités justes bien plus qu'une école de l'égalité sociale et de l'intégration en dépit des discours officiels.

Quels seraient les moyens que l'Ecole pourrait mobiliser pour éduquer à la citoyenneté de manière efficace ?

Je pense que le paradoxe de l'Ecole, ce n'est pas un jugement, vient de ce que l'école républicaine n'a pas été démocratique. L'école républicaine a appris aux petits Français, qu'ils étaient Français, qu'il y avait des valeurs nationales. Elle ne leur a pas appris à exercer, de la moindre manière que ce soit, leurs droits de citoyens. C'est-à-dire le droit à exprimer une opinion, à en discuter avec d'autres. Elle a fait des républicains, mais elle n'a pas fait des démocrates. Si je pense à l'école que j'ai connue, qui était une école standard, le seul droit qui était accordé c'était celui d'obéir et de travailler. L'école républicaine était aussi autoritaire que celle des curés. Mais ce n'était pas un problème parce que cette école n'avait jamais prétendu être démocratique, les parents ne le demandaient pas et les enfants n'avaient pas de droits dans les familles. Dans d'autres traditions scolaires, la tradition anglo-saxonne en particulier, l'Ecole était plutôt démocratique. C'est-à-dire que les élèves apprenaient à parler, à agir ensemble, à faire des choses, on valorisait le sport à l'école, on valorisait les activités culturelles. C'est la France de Durkheim côté République, et l'école de Dewey côté anglo-saxon. En France, l'Ecole n'était pas une communauté scolaire, un établissement était un échelon administratif. En Angleterre, et c'est ce qui passionne tant les jeunes, l'école idéale, c'est celle de Harry Potter. C'est une communauté d'adultes qui s'occupe d'une communauté d'enfants. En France, des enseignants comme Freinet ont été marginalisés parce qu'ils proposaient des textes libres et laissaient les élèves s'organiser eux-mêmes.

Les droits des élèves sont accordés du bout des lèvres. Donc le problème de l'école française aujourd'hui c'est de construire une institution dans laquelle les jeunes apprennent à vivre ensemble, une école qui ne soit pas réductible à l'instruction. Nous restons persuadés que le seul problème scolaire est celui de ses performances et de l'inégalité des chances, assez peu celui des valeurs éducatives. Je rencontre des Allemands, des Américains, des Anglais, des Espagnols qui vivent en France et que l'école française étonne par sa rigueur et son modèle d'autorité, par l'obsession des notes et des classements.

L'Ecole d'aujourd'hui n'a pas bougé ?

Il faut changer de modèle scolaire et c'est le plus difficile car les conceptions du métier d'enseignant sont en jeu. Beaucoup d'enseignants le font et il faut leur rendre hommage. Il y a des écoles formidables ! Des enseignants généreux, qui ne comptent pas leur temps ! Beaucoup d'enseignants le font, mais ce n'est pas dans la culture du système. Ce n'est pas dans la culture des acteurs collectifs du système.

L'éducation contre l'instruction ?

On voit bien que le clivage entre l'instruction et l'éducation craque de tous les côtés, d'abord bien évidemment dans les quartiers défavorisés parce que si vous n'éduquez pas les élèves vous ne les instruisez pas non plus. Mais la mutation est longue et difficile car elle exige de changer complètement la conception du métier et il n'est pas facile de changer de culture professionnelle. Mais, je le répète, beaucoup d'enseignants le font. Ceci suppose de ne pas être totalement identifié à sa discipline et de ne pas tenir le classement des élèves comme une fin en soi. Toute aussi difficile est la nécessité de créer des établissements scolaires car l'éducation des enfants est une activité collective. Cela veut dire que les enseignants partagent des objectifs communs. Or, dans certains établissements, ils partagent des objectifs communs, mais dans la plupart des établissements chacun fait ce qu'il veut dans son coin et considère que le chef d'établissement n'est en rien une autorité pédagogique. Il est là pour s'occuper de l'administration et de la cantine… Je pense aussi qu'il faudrait déscolariser une grande partie des apprentissages scolaires. Je n'ai pas beaucoup d'admiration pour ce que font les Américains, mais par exemple le fait d'apprendre à parler en public avec confiance est tenu pour une compétence démocratique. Dans mes propres cours, les étudiants français étaient extrêmement choqués qu'un étudiant américain m'interrompe pour me dire *«monsieur je n'ai pas compris»*. Les autres étudiants se disaient *«qu'est-ce qu'ils sont mal élevés !»*.

Quand on fait des enquêtes d'opinion, les gens disent *«je crois en la Liberté, en l'Egalité, en la Fraternité, en la Nation»*.

Et est-ce que cela n'aurait finalement pas plus de sens aujourd'hui d'éduquer à être citoyen du monde, de l'Europe et pas d'une nation ?

Je crois que l'on vit là où l'on vit. On vit dans une ville. On vit dans un quartier. On vit dans un pays. La nation ne disparaîtra pas de sitôt, d'ailleurs on s'aperçoit que les thèmes nationaux sont plus forts qu'ils n'ont jamais été depuis longtemps. Et c'est là que se construit un sentiment de citoyenneté. J'ajoute qu'une nation qui a confiance en elle est a priori plutôt portée vers la générosité vers les autres, qu'une nation qui, comme la France d'aujourd'hui, se sent toujours menacée. C'est une affaire très compliquée, mais on ne peut pas laisser le thème national aux nationalistes. En France, la nation est devenue un thème difficile, parce que les ligues na-

tionalistes des années trente, parce que Pétain, parce que les racistes, l'extrême droite, la guerre d'Algérie… Je suis bien d'accord, le nationalisme est horrible, mais en même temps il faut bien du patriotisme. Il faut que l'on ne désigne plus comme des immigrés des gens qui sont maintenant en France depuis trois générations. Ce ne sont pas des immigrés, ce sont des Français ! Donc il faut réécrire une histoire nationale dans laquelle ils ont leur place.

Aujourd'hui, un grand nombre de personnes, notamment des jeunes eux-mêmes se définissent comme n'étant pas Français…

Oui c'est un problème ! J'ai fait des entretiens avec des gens issus de l'immigration disant *«moi je suis d'accord avec Le Pen je suis un Français de papier»*. Le Pen, et maintenant quelques autres visant les responsabilités suprêmes, disent *«les Français de papiers ce ne sont pas des vrais Français, un vrai Français est blanc, catholique depuis 10 siècles»*. Donc, il faut bien produire un enseignement qui fasse entrer ces jeunes dans la nation. Or, les réactions sont inquiétantes. A propos de la réforme des programmes d'histoire, on a entendu quelques historiens et quelques intellectuels dire : *«l'enseignement de l'histoire c'est l'enseignement de l'histoire de France de Vercingétorix à François Mitterrand»* mais si on ne raconte pas une autre histoire nous aurons du mal. Les immigrés italiens et espagnols ont été appelés immigrés à la première génération, quasiment plus à la seconde et plus du tout à la troisième. Les villes du Sud Ouest sont pleines de Lopez, de Gomez, de Martinez et personne ne les voit comme des Espagnols. Alors que si ce descendant de migrant se prénomme Mohamed, il a des chances de rester immigré bien que ses grands parents soient arrivés dans les années 60 et 70 et que ses parents soient des citoyens français. Donc, si on ne raconte pas une autre histoire commune, si on ne lutte pas contre les ghettos et les discriminations, cette situation se cristallisera comme le *«problème noir»* aux États-Unis. Partout en Europe les forces nationalistes, populistes, dominent, pas toujours politiquement, mais en tous les cas idéologiquement, et les gauches sont tétanisées. Je ne crois pas que l'Ecole puisse tout changer, c'est une singularité française que de le croire, mais elle doit prendre ses responsabilités. C'est un paradoxe de croire, d'un côté, que l'école peut tout changer et en même temps comme vous l'avez évoqué précédemment de ne plus croire en elle…

Les droits des élèves sont accordés du bout des lèvres. Donc le problème de l'école française aujourd'hui c'est de construire une institution dans laquelle les jeunes apprennent à vivre ensemble, une école qui ne soit pas réductible à l'instruction.

Il y a le fait que l'on croit que l'Ecole peut changer la société, ce qui est une absurdité sociologique, mais en même temps, cette croyance nous paralyse pour la changer. Au fond une des raisons pour laquelle on n'y parvient pas, c'est qu'on croit trop en l'Ecole. Le lien symbolique de l'Ecole, de la République et de la Nation est si fort en France que nous craignons que tout changement du modèle scolaire détruise l'ensemble de l'édifice social. A cette inquiétude s'ajoute les intérêts de tous les groupes qui bénéficient des inégalités scolaires et dénoncent les *«nivellements par le bas»* qu'entraineraient des réformes démocratiques. On a du mal à voir l'Ecole de façon pragmatique mais, en même temps, on sait bien qu'elle est décisive dans un modèle de concurrence généralisée pour accéder aux positions sociales les meilleures.

Cela veut dire que ce n'est pas le modèle républicain qui crée cette difficulté ?

Nous sommes tous républicains, mais nous savons aussi que, pour se maintenir, la République doit se transformer et devenir plus démocratique qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Et est-ce que l'éducation populaire, les associations d'éducation populaire ont un rôle à jouer justement ?

Je crois que oui ! Le problème c'est que les associations d'éducation populaire, et ce n'est pas un reproche, ont changé de nature. C'étaient des mouvements sociaux qui ont joué un rôle considérable, mais ils paraissent aujourd'hui très affaiblis ; beaucoup sont devenus des prestataires de services. Ce n'est pas une critique, mais ils ont perdu leur vocation de mouvement populaire. La technicité a changé leur nature. Ce qui a fait la force de l'éducation populaire et de l'école laïque, c'était le paradoxe des instituteurs enfermés dans l'école, mais qui rendaient à la société, dans l'amicale laïque, le ciné-club, le militantisme social, l'engagement… Aujourd'hui, l'Ecole ne rend plus à la société, elle n'organise plus guère le sport hors de l'établissement, la troupe de théâtre du village, la chorale… Tout ceci est pris en charge par des services municipaux. Je pense, comme beaucoup, que l'école doit rester l'école mais qu'elle ne doit pas être fermée. Un équipement public ne doit pas être clos quatre mois par an. Les choses ont changé parce que les deux parents travaillent, parce qu'il faut faire des centre-aérés, du soutien scolaire, des activités confiées aux professionnels du social et de l'animation. Mais, paradoxalement, les dispositifs sociaux se sont multipliés et il semble que les individus ont le sentiment d'être seuls et délaissés malgré la croissance continue des services.